

On sait tout le retentissement que l'arrestation du roi eut dans la France entière. Le parti républicain de l'Assemblée nationale, à la tête duquel étaient Pétion, Buzot, Rewbell, Prieur, Vadier et Robespierre, demanda que Louis XVI fût décrété d'accusation ; partout les hommes extrêmes de la révolution feignirent de se regarder comme trahis ; partout ils firent semblant de ne voir que complots, que rassemblements d'aristocrates, qu'amas d'armes cachées ; aussi ne faut-il pas trop s'étonner si, dans la campagne de Lyon, les petites municipalités de Poleymieux, de Quincieux et de Chasselay, tristement dupes des jongleries et des menées de l'époque, s'alarmèrent de très-bonne foi, tremblèrent pour la sûreté de leurs champs, et se levèrent pour aller à la recherche des *conspirateurs*.

Guillin Dumontet ne conspirait cependant pas : au contraire, il se tenait fort tranquille dans son château, recevant de temps en temps la visite de quelques parents, de quelques amis, qui venaient s'affliger avec lui de la dure captivité de son frère ; mais tel est le déplorable effet de l'ignorance et de la peur, que la pauvre municipalité de Poleymieux crut voir dans ces innocentes visites un véritable projet de *contre-révolution*. En conséquence elle se hâta d'arrêter qu'une perquisition, serait faite au domicile du ci-devant seigneur de la paroisse ; et, pour mieux assurer cette perquisition, elle jugea nécessaire d'appeler à son aide les municipalités de Quincieux et de Chasselay.

Le 26 juin, les trois municipalités se présentent au château de Poleymieux, sous prétexte d'y faire une recherche d'armes ; elles étaient escortées par environ quatre cents hommes de garde nationale, appareil formidable, spectacle inoui pour les habitants de ces paisibles et solitaires montagnes.

Guillin Dumontet paraît à l'ouverture d'un petit guichet défendu par une grille en fer ; il demande à connaître les ordres qui mettent en mouvement toute cette force armée, et il fait observer que les arrêtés du département s'opposent de